



P. Delmas

Ces produits en vente sur ce marché de la région de Tahoua sont disponibles alors qu'ils ne sont pas homologués au Niger. L'insecticide "Perfect Killer" contient par exemple du chlorpyrifos, un organophosphoré interdit en Europe depuis 2020 car déclaré substance dangereuse pour le développement des fœtus.

## Face à l'alerte sanitaire et environnementale, réduire l'usage des pesticides

### Expériences croisées d'AVSF-Alterpestimed et du RECA Niger

En Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), la consommation de pesticides augmente bien plus vite que la progression des alternatives agroécologiques: leur utilisation en Afrique de l'Ouest s'est multipliée par 20 entre 1993 et 2021 (FAOSTAT) avec des effets catastrophiques sur la santé des personnes et sur l'environnement. Face à des constats extrêmement préoccupants, le RECA Niger et le groupe AVSF-Alterpestimed (groupe où agronomes, vétérinaires, agriculteurs et éleveurs travaillent sur le sujet du "moins, meilleur usage des pesticides et médicaments vétérinaires, et le développement d'alternatives" dans l'approche globale "une seule santé"), tentent d'agir en partenariat avec les OP et des partenaires locaux.



Ce guide de formation élaboré par AVSF s'appuie sur la diversité des alternatives agroécologiques pour renforcer les organisations paysannes et techniciens de terrain à mieux diagnostiquer et résoudre les problèmes de santé végétale et animale.

**Grain de sel: Pourquoi l'utilisation des pesticides chimiques (herbicides, insecticides, fongicides, ...) a-t-elle augmenté si fortement en AOC?**

**AVSF-Alterpestimed:** Si l'usage de pesticides est resté relativement faible jusque dans les années 2000 et limité à quelques filières (coton, café, bananes, ...), sa consommation s'est ensuite fortement amplifiée, d'une part avec l'accroissement de l'utilisation des insecticides de synthèse sur les légumineuses (niébé par exemple) et dans les périmètres irrigués (riziculture, maraîchage), et d'autre part avec l'emploi massif des herbicides totaux à base de glyphosate, paraquat et des herbicides sélectifs du coton, des céréales et légumineuses.

L'extension des superficies cultivées permise par la motorisation a également accru l'usage

des herbicides pour gérer l'enherbement. La croissance de l'usage des pesticides s'appuie sur des reformulations de vieilles matières actives, souvent interdites dans l'UE, qui arrivent à bas prix dans les pays d'AOC où leur importation, en provenance d'Inde, de Chine, d'Europe, souvent via le Nigeria et le Ghana, est peu contrôlée. Cette forte augmentation a entraîné l'accroissement d'accidents (décès suite à des intoxications aiguës), et l'exposition des populations aux pesticides est devenue un problème de santé publique bien documenté par des chercheurs en santé humaine<sup>1</sup>.

Cependant, les paysannes et paysans africains utilisant ces pesticides restent peu conscients des risques immédiats et différés pour leur santé et celle des consommateurs. À l'image des paysans européens dans les années 60 ou 70, très peu de paysans

d'Afrique de l'Ouest se protègent corporellement lors de la manipulation et de l'application des pesticides, faute de connaissances suffisantes sur les risques des produits phytosanitaires pour la santé humaine. Le stockage des bidons dans les habitations est généralement inapproprié. Plus grave encore, ces bidons sont souvent réutilisés pour des usages alimentaires.

**RECA Niger:** Au Niger, l'utilisation de pesticides s'est développée avec l'augmentation des cultures irriguées (riz et maraîchage principalement), tout d'abord avec les antiparasitaires (insecticides, acaricides, fongicides) et par la suite les herbicides. Comme la majorité des produits viennent du Nigeria, il n'existe pas de données fiables sur les quantités importées mais les Chambres d'Agriculture font un suivi des produits commerciaux et des matières actives en vente (cf. tableau ci-contre).

Selon nos recensements, le nombre de produits commerciaux a augmenté de 26 % entre 2018 et 2021. Pour ces 97 produits, seuls 26 % sont homologués avec seulement 4 pesticides "bio". Cinq matières actives sont interdites par le Comité Sahélien des Pesticides, alors qu'elles sont présentes dans 23 produits commerciaux dont 16 pour le seul herbicide paraquat. Bien qu'interdits, les produits commerciaux à base de paraquat, une matière active extrêmement toxique, sont passés de 9 à 16 entre 2018 et 2021.



Traitement du poivron dans la région de Diffa, sans aucune protection, avec un pesticide chimique non homologué au Niger.

Photo: P. Delmas

## Suivi des produits commerciaux et matières actives en vente au Niger (RECA)

Années	2013	2018	2021
<b>Insecticides et acaricides</b>			
• Matières actives	13	42	54
• Produits commerciaux	109	185	241
<b>Herbicides</b>			
• Matières actives (interdites par le CSP)		16	19
• Produits commerciaux		65	97

Concernant les produits vétérinaires, les quantités utilisées sont également préoccupantes en Afrique de l'Ouest. Le suremploi des antibiotiques entraîne des résistances bactériennes en santé humaine. Certains antiparasitaires rémanents causent des dommages à la biodiversité (cas de l'ivermectine qui tue les bousiers). À Tahoua au Niger, seuls 13 % des 135 produits vétérinaires en vente sur les marchés et dans les boutiques sont autorisés.

Faute d'accès régulier au conseil agricole, les producteurs ont des pratiques qui augmentent les risques et les résistances: surdosage ou sous-dosage, augmentation de la fréquence de traitement jusqu'à tous les 2 ou 3 jours à certaines périodes, utilisation d'une même matière active pendant toute une campagne, mauvais choix de produit, méconnaissance des mesures de prévention, non-respect des délais avant récolte, etc. Cela a incité le RECA Niger à mettre en place des dispositifs de conseil agricole à distance (centre d'appels, groupes WhatsApp) notamment sur la protection des cultures.

**AVSF:** Un travail collectif associant agronomes, vétérinaires et praticiens de terrain a abouti à l'élaboration d'un guide de formation intitulé "L'agroécologie pour sortir des pesticides". Il s'inspire des expériences de l'association sur la formation et l'accompagnement pour la réduction de l'usage des pesticides menées au Togo, Sénégal et Mali mais aussi de l'expérience du RECA Niger et d'autres partenaires de la recherche et du développement.

Nous conseillons de réduire l'utilisation des pesticides et médicaments vétérinaires grâce à l'augmentation de la biodiversité végétale et animale (rotations diversifiées et longues, utilisation d'espèces et de races rustiques, préservation des espaces non cultivés et des arbres autour et dans les parcelles, ...),

ainsi que l'observation et l'identification des ravageurs et des maladies comme celle des organismes utiles qu'il faut préserver. Il s'agit également d'arriver à substituer au niveau des fermes les intrants chimiques par des pratiques alternatives: méthodes de contrôle mécanique, physique et naturel; utilisation de certaines plantes locales pouvant traiter les cultures et animaux; méthodes de contrôle biologique accessibles aux petits paysans (élevage et diffusion de certains parasitoïdes tels les Trichogrammes, Télienomus, etc.).

Les intrants chimiques (pesticides et médicaments) ne devraient être utilisés qu'en dernier recours si les autres méthodes s'avèrent peu efficaces, en veillant à ne pas employer des matières actives reconnues comme cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques (CMR) ainsi que des perturbateurs endocriniens (PE). Si l'action concerne une petite région, nous étudions comment reconcevoir les agroécosystèmes sur la base de processus écologiques en partenariat avec les organisations paysannes et en établissant si possible des liens avec les consommateurs locaux. Toutes ces activités s'inscrivent dans une approche globale "une seule santé" des humains, des animaux, des plantes, des sols, de l'environnement.

### GDS: Que dire des politiques publiques face à ces inquiétantes évolutions?

**Reca Niger:** Au niveau des 8 pays francophones soudano-sahéliens et dans le cadre du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), depuis 1999, le Comité Sahélien des pesticides (CSP) est chargé d'examiner les demandes d'homologation émanant des firmes, d'établir la liste des établissements publics autorisés à effec-

<sup>1</sup> Conférences d'Arusha, Mai 2019 et Bouaké en Octobre 2021 (<https://calenda.org/927644>)

tuer les essais et les analyses de contre-expertise, de définir les méthodes de contrôle de la composition, de la qualité et de l'évaluation des produits à l'égard de l'homme, des animaux et de l'environnement.

Le CSP est aussi chargé de tenir le registre des homologations et des autorisations, de faire l'inventaire des pesticides utilisés ou commercialisés dans les pays du CILSS et d'établir une liste des produits interdits. Le cadre légal a donc été bien défini, et il est maintenant étendu à l'ensemble des pays de la CEDEAO avec le Comité Ouest Africain d'Homologation des Pesticides (COAHP).

**"LA DIMINUTION DES PESTICIDES CHIMIQUES, C'EST COMME UN COMBAT DE BOXE, IL NE PEUT SE GAGNER QU'EN MARQUANT POINT APRÈS POINT."**

Malheureusement, les États d'AOC ne se donnent pas les moyens de contrôler si les pesticides vendus figurent sur les listes annuelles du CSP-COAHP. Une grande partie des produits vendus aux paysans sont en fait interdits du fait de leur toxicité et pro-

viennent de trafics transfrontaliers. Les pays anglophones y jouent un rôle important avec beaucoup d'origines chinoises et indiennes et de fréquentes reformulations sur place. C'est pourquoi on retrouve beaucoup de pesticides interdits (et ce même par des conventions internationales!) sur les marchés, en particulier les marchés hebdomadaires où s'approvisionnent principalement les paysans.

Au Niger, avec environ 1500 km de frontière avec le Nigeria, il est utopique de penser que les autorités compétentes puissent contrôler l'entrée des produits. Ce sont les utilisateurs, les producteurs et leurs organisations qui doivent éviter les produits interdits. Encore faut-il qu'ils puissent avoir accès à un conseil adapté leur proposant des solutions alternatives.

**GDS: Comment l'agroécologie pourra-t-elle faire partie des solutions?**

**AVSF:** Un des principes fondamentaux des approches d'AVSF et du RECA Niger, c'est de partir d'un diagnostic partagé entre techniciens et producteurs sur les pratiques d'usage des pesticides et produits vétérinaires. Il s'agit d'être capable de "parler pesticides" avec les producteurs autrement que par une condamnation de leurs pratiques et une explication que les pesticides sont "mauvais".

**RECA Niger:** Le RECA s'est orienté vers l'élaboration de supports centrés sur la connaissance des ravageurs dans les différentes régions du Niger, et des méthodes de prévention et de lutte destinées à un nombre croissant de paysans. Il faut également proposer des alternatives, en dépassant ce qui s'est passé pour l'utilisation de solution aqueuse de graines de neem (un pesticide biologique)



Fabrication d'insecticide bio à base de neem lors d'une formation des producteurs par la Chambre Régionale d'Agriculture de Tahoua.

PDeImas

avec un discours basé sur le "remplacement" des pesticides chimiques par le neem en disant que cela ne coûte rien au producteur. Il est indispensable de proposer des "alternatives adaptées" au système de cultures du producteur, notamment par rapport à la surface, au calendrier des cultures, aux productions, à la santé du sol et aussi aux contraintes du marché.

Par exemple, pour la lutte contre les nématodes, les feuilles de neem fonctionnent très bien sur de petites surfaces mais pas pour un producteur cultivant 0,5 ha. En fonction des contextes, il faut arriver à trouver "la bonne équation" pour limiter l'apparition, le développement ou l'impact des ravageurs (rotation, associations, vide sanitaire, destruction des résidus de récolte, ...).

Si toutes ces options sont connues des agents de conseil agricole, elles sont enseignées sous forme de liste, mais pas systématiquement liées à un diagnostic et à un choix raisonné prenant en compte l'environnement, les objectifs des producteurs et leurs possibilités.

Nos actions s'orientent aussi vers un changement d'échelle pour la mise en place de solutions de contrôle des ravageurs et maladies, d'une approche individuelle vers une "approche collective" prenant en compte l'ensemble des producteurs et des terrains d'un site de production.

**AVSF:** Nous avons réalisé diverses de formations de 2014 à 2018 au Nord Togo, à Kita au Mali et à Kolda au Sénégal concernant les risques des pesticides avec, comme participants, des personnes impliquées dans des projets gérés par AVSF (paysans, pay-



Vente ambulante de pesticides dans la région de Maradi, les producteurs n'ont pas besoin de se déplacer pour trouver ces produits.

PDeImas

sannes, responsables d'OPA et techniciens salariés d'AVSF). Notre groupe a participé aux rencontres internationales des politiques publiques concernant les pesticides en Tanzanie en 2019 et RCI en 2021, avant de publier notre guide de formation "L'agroécologie pour sortir des pesticides" qui comprend 6 modules (dont un module santé animale et un module mobilisation citoyenne). Huit formations ont été réalisées (Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal, France, deux à Madagascar puis Guinée Conakry et Équateur). Ces formations ont concerné environ 350 personnes dont une centaine de paysans et paysannes et 250 techniciens et agronomes en productions végétales ainsi que des vétérinaires et des agents de santé animale.

**GDS: Quels sont les premiers bilans en termes de changements de pratique des techniciens et des paysannes et paysans ?**

**RECA Niger:** La diminution – ou la suppression - de l'emploi des pesticides chimiques, c'est comme un combat de boxe, il ne peut se gagner qu'en marquant point après point. Les améliorations des pratiques sont variables en fonction des contextes et de l'existence de solutions alternatives. De nombreux points ont été marqués, ils sont partiels, localisés et la liste serait longue à établir mais cela progresse... doucement.

**AVSF:** La formation qui met en situation des participants génère beaucoup de réflexions. Ainsi, les diagnostics participatifs sur les conditions d'usage des pesticides dans les fermes ont très souvent abouti à une prise de conscience (même de la part de techniciens d'OP et des services techniques de la région concernée) de la toxicité et des dangers pour



Recyclage intelligent près de Kaedi en Mauritanie pour lutter contre les dégâts des chenilles noctuelles. De vieilles moustiquaires sont une solution pour empêcher les pontes des papillons sur les tomates.

V.Beauval

la santé humaine et l'environnement, des nombreux produits commerciaux identifiés lors des visites. Dans les différentes formations réalisées, systématiquement plus d'un tiers des produits identifiés n'étaient pas homologués dans le pays et/ou ne sont plus autorisés dans l'UE ou en France.

Les formations mettent en évidence les interactions et interdépendances entre les différentes santés et sensibilisent à l'approche "Une seule santé" et à la démarche globale de transition agroécologique des exploitations.

Comme nos collègues du RECA Niger, nous avons le sentiment qu'il s'agit d'un long combat, avec des avancées et des reculs

comme c'est d'ailleurs le cas en Europe. Nos deux équipes partagent toutefois le même espoir: en renforçant les compétences des techniciens et des paysans et paysannes et en tentant d'associer les autorités de nos pays d'intervention et des associations de consommateurs (lorsqu'elles existent), nous avons l'espoir que l'usage des pesticides et médicaments vétérinaires les plus préoccupants peut régresser. ■

*Propos recueillis par Émilie Langlade*

**Pour le groupe Alterpestimed AVSF :**

*Valentin Beauval  
agronome et paysan semencier à la retraite,  
Bertrand Mathieu  
chargé de programme  
"Agricultures paysannes et Agroécologie",  
Younoussa Barry,  
ingénieur agronome et environnementaliste.*

**Pour RECA Niger :**

*Souleymane Ousmane,  
agriculteur biologique,  
ingénieur écologue et chargé d'agroécologie et  
Patrick Delmas, assistant technique spécialiste en  
renforcement des OP.*

**Des chiffres édifiants (données AVSF et RECA)**



• Une partie importante des pesticides importés provient de la Chine dont les exportations d'herbicides étaient en 2015 de 2 milliards de \$ alors qu'elles étaient proches de zéro en 1990.



• Les pays en développement n'utiliseraient que 20 % des pesticides utilisés dans le monde mais enregistreraient 80 % des décès et des intoxications.



• Alors que le taux de prévalence des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale est inférieur à 1 % en Europe, il atteindrait 94 % dans certains pays d'Afrique.



• Sur 534 produits homologués par l'INSAH NIGER, 60 contiennent du glyphosate, soit plus de 10 % des produits commerciaux.

**EN SAVOIR PLUS :**

Guide de formation  
"L'agroécologie pour sortir des pesticides" AVSF, 2021.  
Guide IPM  
« La lutte intégrée, travaillez avec la nature »  
IOBC, PAN Europe, IBMA Global  
Liste des pesticides autorisés  
par le Comité Sahélien des Pesticides, octobre 2022 :  
<https://irdev.org/316pvuT>